

La nouvelle formule  
d'impôt, plus simple

OTTAWA — Le ministre du Revenu national annonce une nouvelle formule de répartition des impôts destinée à simplifier quelque peu les contribuables canadiens: la nouvelle formule de répartition d'impôt sera plus simple.

Elle sera également plus longue, mais dans l'unique but de faciliter le travail du contribuable qui avait tendance à trouver sibilienne la conclusion d'antan. L'une des trois parties de la nouvelle formule sera un guide à l'usage du contribuable. Les deux autres seront réservées à la déclaration des revenus — l'une à l'usage du contribuable pour son usage et l'autre, à l'usage du fonctionnaire spécialisé d'Ottawa. On espère, grâce au guide qui accompagnera la formule, épargner beaucoup de papier, car on avait coutume de faire dans les bureaux "brouillons" avant de remplir définitivement une formule de déclaration.

Le R. P. F. O'Grady  
a été nommé évêque

VATICAN — Une dépêche de l'agence de nouvelles France-Press provenant du Vatican a annoncé que le cardinal de la Pie XII a nommé le R. P. Fergus O'Grady, O.M.I., supérieur de la province de St-Pierre (Ottawa) des Oulais de Marie Immaculée, évêque apostolique de Prince Rupert, en Colombie Britannique et évêque titulaire d'Aspendo.

S. Exc. Mgr O'Grady succède à S. Exc. Mgr Anthony Dugan, promu le 19 avril dernier archevêque coadjuteur d'Edmonton à la future succession. Mgr O'Grady devient le troisième évêque apostolique de Prince Rupert.

Prince Rupert a été établi en préfecture le 9 mars 1906, avec Mgr Emile-Marie Lacombe comme premier prélat apostolique.

Session préélectorale  
à Regina, le 9 février

REGINA — La session préélectorale de la Législature du Saskatchewan s'ouvrira le 9 février, annonce le premier ministre Doug.

Les observateurs disent que la session, la quatrième de la législature, sera probablement de courte durée et très peu productive de loi véritablement nouvelle. Des élections générales doivent avoir lieu en juin.

La législation projetée par le gouvernement sera examinée dans le discours du Trône par le lieutenant-gouverneur, M. W. J. Patterson.

La transmission par  
micro-onde est mal  
vue du gouvernement

OTTAWA — Des porte-parole du gouvernement ont déclaré qu'il était douteux qu'on puisse accorder un permis à une compagnie de Winnipeg qui voudrait introduire au Canada, par micro-onde, des programmes de télévision américains.

Il s'agit, a expliqué l'un des membres de la compagnie, de se former actuellement, d'obtenir la permission d'établir un système d'échange par micro-onde entre Valley City et Fargo, dans le Dakota Nord, et Winnipeg, où les abonnés recevraient par les émissions faites à un centre de distribution.

La compagnie a déjà obtenu l'autorisation d'établir un système de télévision à longue portée, grâce à laquelle les signaux des deux stations de la Nord et celui de Winnipeg pourraient être reçus et transmis par fil aux abonnés.

Plus d'adultes que d'enfants  
font des études aux États-Unis

WASHINGTON — Des Américains adultes, dont beaucoup ont quitté les bancs de l'école depuis longtemps, ont, par dizaines de mille, ouvert leurs livres de textes en 1955.

Dans tout le pays, des adultes, sortis depuis longtemps de l'adolescence, se sont inscrits à des cours dans les collèges et les universités, les écoles secondaires et les écoles de commerce, d'au-



A Mercedes, Texas, on ne fait pas les choses à demi, même et surtout quand il s'agit de conversions. C'est ce que prouve cette photo de la famille Reeves dont les membres furent reçus récemment dans l'Eglise catholique. Le R. P. Charles Conroy, O.M.I., (à gauche), leur administrateur le baptême en l'Eglise Notre-Dame de la Merci de cette ville. M. Reeves (à l'arrière centre) déclare que sa famille consacrera maintenant ses efforts à gagner de nouveaux convertis, pour remercier Dieu de ses bontés. (NC)

L'hon. Jean Lesage rend hommage  
aux missionnaires du Nord-Ouest

QUEBEC — "Personne ne pourrait parler de l'enseignement dans les Territoires du Nord-Ouest sans rendre hommage au rôle de première importance qu'ont joué les autorités religieuses catholiques, anglicanes et autres."

Voilà ce que déclarait au club

Richelleu, à l'occasion du déjeuner-causette hebdomadaire, qui présidait, pour la dernière fois, M. Jacques de la Chevrière, l'hon. Jean Lesage, ministre du Nord Canadien et des Ressources naturelles.

Présenté par Me Georges Pelletier, le ministre traitait de l'éducation des indigènes dans le "Nord Canadien".

"On ne saurait trop louer, de

dire le conférencier, le grand dévouement des missionnaires qui ont travaillé à l'établissement des premières écoles et qui y ont enseigné à une époque où l'on ne voyait guère d'autres gens que les Indiens et les Esquimaux dans le Nord Canadien et où les communications avec le monde extérieur étaient à peu près inexistantes. Les missionnaires ont le grand mérite d'avoir été les pionniers de l'éducation. Mais le grand mérite est faible et il faudrait plutôt parler d'heroïsme."

Les difficultés

"En effet, de poursuivre l'hon. Jean Lesage, les difficultés que soulève l'éducation dans les Territoires du Nord-Ouest sont nombreuses et paraissent souvent insurmontables. Parmi les principaux problèmes, on peut mentionner: le coût extrêmement élevé de l'instruction, les distances à parcourir, les dialectes indigènes, la carrière nomade de la population, son augmentation rapide, la variation dans le degré de civilisation, les différences de religion, etc."

Parlant d'abord du coût de l'instruction, le conférencier énuméra quelques facteurs qui contribuent à rendre l'instruction extrêmement coûteuse dans le Nord. S'agit-il de construire une école de milliers de personnes, on lui en faut procurer en dehors des

leur désapprobation des "critiques" de l'évêque.

Pressions diaboliques

Une pression constante de jour et de nuit est exercée sur les prêtres restés "libres" et sur les catholiques pour obtenir d'eux la reconnaissance des "crimes politiques" de Mgr Kiong. Un refus équivalait à une condamnation. Nous connaissons certains prêtres dont les nerfs ont été et qui ont proclamé qu'il n'y avait point de péché à admettre des fautes qui se situent uniquement sur le "plan politique".

Des assemblées composées de milliers de personnes ont lieu en public pour obtenir

(Suite à la dixième page)

La violence des communistes

HONG-KONG — L'arrestation de l'évêque de Shanghai a soulevé l'indignation du monde entier, si bien que Radio-Moscou s'est cru obligé d'intervenir, avec trois mois de retard, et d'expliquer le 10 décembre que Mgr Kiong-Pin avait été arrêté pour crime d'"espionnage" et pour avoir "fomenté un soulèvement anticolonialiste".

A Shanghai, la consécration silencieuse, car aucune protestation n'a pu avoir lieu, se déroula dans la presse, complètement asservie, ni dans des réunions, ni dans des journaux. Mais le silence même n'est pas toléré par les dictateurs rouges. "Le gouvernement du peuple ne peut jamais et ne peut jamais se tromper", soutiennent les communistes. Le gouvernement a déclaré Kiong-Pin coupable, disant qu'il est donc coupable ceux qui solidarisent avec lui sont coupables aussi, et coupables encore ceux qui ne témoignent pas

(Suite à la dixième page)

## La Bible ne s'oppose pas à l'accouchement sans douleur

VATICAN — Dans les discours qu'il a adressés aux gynécologues, Pie XII a admis l'accouchement sans douleur suivant la méthode psychoprophylactique qui "met uniquement en œuvre les forces naturelles de la mère" à l'exclusion de tout moyen artificiel.

Le pape ne parle pas de ces moyens artificiels, qu'il s'agisse de l'anesthésie ou de tout autre procédé analogue et il ne considère que les moyens naturels.

La nouvelle méthode expérimentée consiste à rendre l'accouchement aussi indolore qu'il est dans ses origines du monde, en débarrassant la femme des "réflexes conditionnés" et des complexes accumulés au cours des siècles. Une préparation technique, spirituelle, psychologique visant à débarrasser la mère de la crainte et de l'angoisse et un entraînement pratique la mettant en mesure d'acquiescer exactement à la musculature et de bien respirer constituent l'essentiel de la nouvelle méthode que le pape trouve "non critique" du point de vue moral et qu'il accepte du point de vue théologique.

Pas d'opposition

Cette méthode, basée uniquement sur les moyens naturels, n'est pas opposée à l'Ecriture sainte, et c'est sur ce point que le pape insiste le plus. Il n'est en fait vaillant pour Dieu, en condamnant la femme à accoucher dans la douleur, pas vaillant pour autant interdire au genre humain d'alléger le travail et la fatigue, la douleur, la maladie et la mort."

La condamnation du Seigneur

doit être comprise dans un sens plus large, à savoir, que "la femme ne doit pas porter à la mère" ce qui n'empêche pas la mère de rechercher ce qui peut rendre l'accouchement plus facile et moins douloureux. En conclusion, le pape admit tout ce qui peut rendre l'enfantement moins douloureux, par une éducation préalable psychologique et

L'autorité  
du parlement  
est restreinte

DURBAN — L'idée d'après laquelle le Parlement est souverain en matière de droits fondamentaux de l'homme a été condamnée comme immorale par S. Exc. Mgr Denis E. Hurley, O.M.I., archevêque de Durban (Union d'Afrique du Sud).

Au cours d'une allocution prononcée au "Hilton College", institution anglicane du Natal, il a déclaré que l'homme peut accepter certaines modifications à l'exercice de sa liberté pour sauvegarder l'ordre, mais tout homme doit tenir aux droits que nulle autorité humaine ne peut lui enlever. Parmi ces droits, l'archevêque a énuméré le droit à la vie, au culte, au mariage, à l'instruction, à la liberté de mouvement, au travail et à la propriété.

## Souveraineté immorale

"Quand certains parlent de la souveraineté du Parlement, comme si le Parlement pouvait refuser à sa guise sur ces droits fondamentaux de l'homme, nous devons répondre qu'une telle souveraineté est immorale. Aucune autorité humaine ne peut prétendre à un tel pouvoir sur l'homme. Le Parlement est lié par la loi morale, ainsi que les particuliers et il doit respecter les droits des individus en légiférant en vue de leur commune prospérité civile."

Le véritable but du gouvernement, ajouta Mgr Hurley, consiste dans la réglementation de la vie sociale pour réaliser le bien-être commun et la prospérité de tous les citoyens. Si l'on ne tient compte de ces buts, on recherche un avantage d'ordre personnel ou celui d'un groupe, on ne peut pas réaliser le bien-être commun et la prospérité de tous les citoyens. Si l'on ne tient compte de ces buts, on recherche un avantage d'ordre personnel ou celui d'un groupe, on ne peut pas réaliser le bien-être commun et la prospérité de tous les citoyens. Si l'on ne tient compte de ces buts, on recherche un avantage d'ordre personnel ou celui d'un groupe, on ne peut pas réaliser le bien-être commun et la prospérité de tous les citoyens.

Nouveau surplus  
en Saskatchewan

REGINA — Les comptes publics de la Saskatchewan pour 1954-55 montrent que cette province a un surplus pour la 14ème année consécutive. Le trésorier provincial, M. C. M. Fries, a révélé que les revenus ont été de \$82,696,394 en regard

des dépenses s'élevant à \$76,154,342.103. Les profits résultant de la vente de pétrole (\$1,250,000) ne sont pas inclus dans le surplus.

La viande de phoque  
et de dauphin n'est  
pas un aliment gras

CITE DU VATICAN — En répondant à un de ses lecteurs, l'abbé dominicain de la "Conservazione della Dottrina" fait observer que les catholiques peuvent manger du phoque et du dauphin les vendredis et les autres jours d'abstinence. Il explique que la loi de l'Eglise sur l'abstinence ne s'applique pas à la viande des mammifères marins.

Trois conditions

En revanche, disent-ils, il faut se mettre en garde en face de la semaine de travail tournante.

Les évêques insistent, dans ce document, sur le fait qu'une fin de semaine libre de travail, et tout un dimanche férié, sont à introduire partout où cela peut se réaliser. Cette institution permet à tous de jouir du repos nécessaire le dimanche et permet aussi aux ouvriers de trouver la récréation nécessaire à la vie économique actuelle.

En revanche, disent-ils, il faut se mettre en garde en face de la semaine de travail tournante.

Les évêques insistent, dans ce document, sur le fait qu'une fin de semaine libre de travail, et tout un dimanche férié, sont à introduire partout où cela peut se réaliser. Cette institution permet à tous de jouir du repos nécessaire le dimanche et permet aussi aux ouvriers de trouver la récréation nécessaire à la vie économique actuelle.

En revanche, disent-ils, il faut se mettre en garde en face de la semaine de travail tournante.

Les évêques insistent, dans ce document, sur le fait qu'une fin de semaine libre de travail, et tout un dimanche férié, sont à introduire partout où cela peut se réaliser. Cette institution permet à tous de jouir du repos nécessaire le dimanche et permet aussi aux ouvriers de trouver la récréation nécessaire à la vie économique actuelle.

En revanche, disent-ils, il faut se mettre en garde en face de la semaine de travail tournante.

Les évêques insistent, dans ce document, sur le fait qu'une fin de semaine libre de travail, et tout un dimanche férié, sont à introduire partout où cela peut se réaliser. Cette institution permet à tous de jouir du repos nécessaire le dimanche et permet aussi aux ouvriers de trouver la récréation nécessaire à la vie économique actuelle.

En revanche, disent-ils, il faut se mettre en garde en face de la semaine de travail tournante.

Les évêques insistent, dans ce document, sur le fait qu'une fin de semaine libre de travail, et tout un dimanche férié, sont à introduire partout où cela peut se réaliser. Cette institution permet à tous de jouir du repos nécessaire le dimanche et permet aussi aux ouvriers de trouver la récréation nécessaire à la vie économique actuelle.

En revanche, disent-ils, il faut se mettre en garde en face de la semaine de travail tournante.

Les évêques insistent, dans ce document, sur le fait qu'une fin de semaine libre de travail, et tout un dimanche férié, sont à introduire partout où cela peut se réaliser. Cette institution permet à tous de jouir du repos nécessaire le dimanche et permet aussi aux ouvriers de trouver la récréation nécessaire à la vie économique actuelle.

En revanche, disent-ils, il faut se mettre en garde en face de la semaine de travail tournante.

Les évêques insistent, dans ce document, sur le fait qu'une fin de semaine libre de travail, et tout un dimanche férié, sont à introduire partout où cela peut se réaliser. Cette institution permet à tous de jouir du repos nécessaire le dimanche et permet aussi aux ouvriers de trouver la récréation nécessaire à la vie économique actuelle.

En revanche, disent-ils, il faut se mettre en garde en face de la semaine de travail tournante.

Les évêques insistent, dans ce document, sur le fait qu'une fin de semaine libre de travail, et tout un dimanche férié, sont à introduire partout où cela peut se réaliser. Cette institution permet à tous de jouir du repos nécessaire le dimanche et permet aussi aux ouvriers de trouver la récréation nécessaire à la vie économique actuelle.

En revanche, disent-ils, il faut se mettre en garde en face de la semaine de travail tournante.

Les évêques insistent, dans ce document, sur le fait qu'une fin de semaine libre de travail, et tout un dimanche férié, sont à introduire partout où cela peut se réaliser. Cette institution permet à tous de jouir du repos nécessaire le dimanche et permet aussi aux ouvriers de trouver la récréation nécessaire à la vie économique actuelle.

En revanche, disent-ils, il faut se mettre en garde en face de la semaine de travail tournante.



## Le Club des 200

ST-BONIFACE — Récemment les journaux des Etats-Unis annonçaient la distribution de \$500,000,000 par la fondation Ford. Une part de ce montant ira aux universités catholiques américaines; ainsi, les universités des Pères Jésuites, à elles seules, recevront quelques millions. Cela servira à relever les traites.

M. J. Mireault, commerciant, 431, rue Main 25.00  
M. Joseph et Frank Van Belleghem, Hotel Tourist, St-Bon. 25.00  
TOTAL A DATE: 130 membres.

Programme législatif modéré  
proposé par le gouvernement

OTTAWA — Un projet de loi visant à activer la suppression des taudis dans les grandes villes canadiennes sera déposé au cours de la session qui a débuté mardi dernier.

Ainsi, les municipalités qui se proposent de démolir de vieux quartiers domiciliaires pour permettre la construction de nouveaux magasins, bureaux ou autres édifices commerciaux pourront bénéficier de l'assistance financière du gouvernement fédéral.

Le projet nécessitera un amendement à la Loi nationale de l'habitation dont les présentes dispositions ne prévoient une assistance financière que si un nouveau centre domiciliaire est aménagé sur l'emplacement du secteur démol.

En apportant ces modifications à la loi, le gouvernement entend permettre aux municipalités in-

ments des professeurs et, en définitive, on l'espère, le niveau même de l'éducation.

Si l'Association d'Education des Canadiens français du Manitoba recevait les millions de ces millions... \$25 n'est qu'une fraction d'un million. Il faut encore 70 pour atteindre 200.

Programme législatif modéré  
proposé par le gouvernement

OTTAWA — Un projet de loi visant à activer la suppression des taudis dans les grandes villes canadiennes sera déposé au cours de la session qui a débuté mardi dernier.

Ainsi, les municipalités qui se proposent de démolir de vieux quartiers domiciliaires pour permettre la construction de nouveaux magasins, bureaux ou autres édifices commerciaux pourront bénéficier de l'assistance financière du gouvernement fédéral.

Le projet nécessitera un amendement à la Loi nationale de l'habitation dont les présentes dispositions ne prévoient une assistance financière que si un nouveau centre domiciliaire est aménagé sur l'emplacement du secteur démol.

En apportant ces modifications à la loi, le gouvernement entend permettre aux municipalités in-

Programme législatif modéré  
proposé par le gouvernement

OTTAWA — Un projet de loi visant à activer la suppression des taudis dans les grandes villes canadiennes sera déposé au cours de la session qui a débuté mardi dernier.

Ainsi, les municipalités qui se proposent de démolir de vieux quartiers domiciliaires pour permettre la construction de nouveaux magasins, bureaux ou autres édifices commerciaux pourront bénéficier de l'assistance financière du gouvernement fédéral.

Le projet nécessitera un amendement à la Loi nationale de l'habitation dont les présentes dispositions ne prévoient une assistance financière que si un nouveau centre domiciliaire est aménagé sur l'emplacement du secteur démol.

En apportant ces modifications à la loi, le gouvernement entend permettre aux municipalités in-

Programme législatif modéré  
proposé par le gouvernement

OTTAWA — Un projet de loi visant à activer la suppression des taudis dans les grandes villes canadiennes sera déposé au cours de la session qui a débuté mardi dernier.

Ainsi, les municipalités qui se proposent de démolir de vieux quartiers domiciliaires pour permettre la construction de nouveaux magasins, bureaux ou autres édifices commerciaux pourront bénéficier de l'assistance financière du gouvernement fédéral.

Le projet nécessitera un amendement à la Loi nationale de l'habitation dont les présentes dispositions ne prévoient une assistance financière que si un nouveau centre domiciliaire est aménagé sur l'emplacement du secteur démol.

En apportant ces modifications à la loi, le gouvernement entend permettre aux municipalités in-

Programme législatif modéré  
proposé par le gouvernement

OTTAWA — Un projet de loi visant à activer la suppression des taudis dans les grandes villes canadiennes sera déposé au cours de la session qui a débuté mardi dernier.

Ainsi, les municipalités qui se proposent de démolir de vieux quartiers domiciliaires pour permettre la construction de nouveaux magasins, bureaux ou autres édifices commerciaux pourront bénéficier de l'assistance financière du gouvernement fédéral.

Le projet nécessitera un amendement à la Loi nationale de l'habitation dont les présentes dispositions ne prévoient une assistance financière que si un nouveau centre domiciliaire est aménagé sur l'emplacement du secteur démol.

En apportant ces modifications à la loi, le gouvernement entend permettre aux municipalités in-

Programme législatif modéré  
proposé par le gouvernement

OTTAWA — Un projet de loi visant à activer la suppression des taudis dans les grandes villes canadiennes sera déposé au cours de la session qui a débuté mardi dernier.

Ainsi, les municipalités qui se proposent de démolir de vieux quartiers domiciliaires pour permettre la construction de nouveaux magasins, bureaux ou autres édifices commerciaux pourront bénéficier de l'assistance financière du gouvernement fédéral.

Le projet nécessitera un amendement à la Loi nationale de l'habitation dont les présentes dispositions ne prévoient une assistance financière que si un nouveau centre domiciliaire est aménagé sur l'emplacement du secteur démol.

En apportant ces modifications à la loi, le gouvernement entend permettre aux municipalités in-

Programme législatif modéré  
proposé par le gouvernement

OTTAWA — Un projet de loi visant à activer la suppression des taudis dans les grandes villes canadiennes sera déposé au cours de la session qui a débuté mardi dernier.

Ainsi, les municipalités qui se proposent de démolir de vieux quartiers domiciliaires pour permettre la construction de nouveaux magasins, bureaux ou autres édifices commerciaux pourront bénéficier de l'assistance financière du gouvernement fédéral.

Le projet nécessitera un amendement à la Loi nationale de l'habitation dont les présentes dispositions ne prévoient une assistance financière que si un nouveau centre domiciliaire est aménagé sur l'emplacement du secteur démol.

En apportant ces modifications à la loi, le gouvernement entend permettre aux municipalités in-

Programme législatif modéré  
proposé par le gouvernement

OTTAWA — Un projet de loi visant à activer la suppression des taudis dans les grandes villes canadiennes sera déposé au cours de la session qui a débuté mardi dernier.

Ainsi, les municipalités qui se proposent de démolir de vieux quartiers domiciliaires pour permettre la construction de nouveaux magasins, bureaux ou autres édifices commerciaux pourront bénéficier de l'assistance financière du gouvernement fédéral.

Le projet nécessitera un amendement à la Loi nationale de l'habitation dont les présentes dispositions ne prévoient une assistance financière que si un nouveau centre domiciliaire est aménagé sur l'emplacement du secteur démol.

En apportant ces modifications à la loi, le gouvernement entend permettre aux municipalités in-





visant l'élévation de barrières tarifaires. A tout événement, l'opposition officielle précisera prochainement son attitude à ce sujet, soit aux Communes, lors du débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, soit lors de son congrès annuel au Château Laurier à Ottawa.











1016 - 1ère avenue ouest  
**Prince-Albert, TEL. 4760**  
 Appareils électriques et à gaz  
 Aménagements - Vente et réparations  
 d'appareils électriques  
 Réparation de machines à laver

**Pharmacie Duncan**  
 AVENUE CENTRE  
**PRINCE-ALBERT, SASK.**  
 PRESCRIPTIONS  
 articles de pharmacie  
 barbiers, coiffeurs, etc.  
 Téléphone 2155  
 NOUS LIVRONS

---





